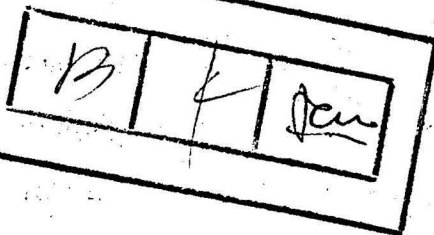


DOCUMENTS INDEX UNIT
MASTER FILE
20 OCT 1949

TC/VM.1949/15
10 octobre 1949

Mission de Visite des
Territoires sous tutelle
de l'Ouest africain



TOGO SOUS TUTELLE FRANCAISE

Structure politique et administrative

1. UNION FRANCAISE

Voyez ce chapitre dans le document TC/VM.1949/11, relatif au Cameroun sous administration française.

2. LEGISLATION

Voyez ce chapitre dans le document TC/VM.1949/11 relatif au Cameroun sous administration française.

3. L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DU TOGO

L'Assemblée représentative du Togo a été créée par le décret du 25 octobre 1946, promulgué le 1er novembre 1946. Les élections eurent lieu le 8 décembre 1946.

Les modes d'élection des membres de l'Assemblée, sa formation en un double collège, son fonctionnement, ses attributions, ont été organisés sur les mêmes bases que celles prévues pour le Cameroun.*

La seule différence réside dans le nombre des membres de l'Assemblée. Au Togo, elle comprend 30 membres, délibérant également en commun, répartis en deux sections: la première, des citoyens de statut français, compte 6 membres; la seconde, des citoyens ayant conservé leur statut personnel et des administrés français, compte 24 membres.

Le système du double collège électoral est en vigueur pour les élections des membres de l'Assemblée représentative locale, comme au Cameroun.

* Voir document TC/VM.1949/11.

D'après le rapport annuel de 1947, le nombre total des électeurs est de 7.963 pour une population de 944.446 habitants. En 1948, le chiffre donné est de 12.793. Les électeurs sont répartis dans les cercles du Territoire de la façon suivante:

	Sièges du 2ème collège	Electeurs en 1947	Electeurs en 1948	Population
Cercle de Lomé	3	2.031	2.853	125.743
Cercle d'Anecho	5	2.240	4.967	184.260
Cercle du Centre	3	708	1.047	102.975
Cercle de Klouto	1	702	1.541	50.272
Cercle de Sokodé	8	1.335	1.697	316.307
Cercle de Mango	4	947	688	164.889
		<hr/> 7.963	<hr/> 12.793	<hr/> 944.446

Le nombre d'électeurs du premier collège est approximativement de 400. Ils sont groupés en une seule circonscription électorale, et disposent de 6 sièges.

Activités de l'Assemblée

La première session de la nouvelle Assemblée représentative s'est tenue le 16 décembre 1946. Après constitution d'un bureau provisoire présidé par le doyen d'âge de l'Assemblée, celle-ci élit son bureau définitif; M. Sylvanus Olympio fut élu président par 28 voix sur 29. MM. Viale, Ata-Quam Dessou et Zakary Looky furent élus vices-présidents. Les membres de la Commission permanente étaient MM. Azemard, Cocco Hospice, Sylvanus Olympio, Trenou et Savi Detove.

En 1947, elle se réunit en session ordinaire du 28 avril au 28 mai, puis en session extraordinaire du 29 au 31 mai, de nouveau en session ordinaire du 20 août au 30 septembre, puis encore en session extraordinaire le 11 octobre 1947 pour élire le représentant du Togo à l'Assemblée de l'Union française.

En 1948, la première session ordinaire eut lieu du 31 mars au 30 avril. L'Assemblée se réunit du 16 au 22 mai 1948 en session extraordinaire, et en session ordinaire, du 17 août au 17 septembre 1948.

La session ordinaire de l'Assemblée expirant le 17 septembre 1948 sans que celle-ci ait pu épuiser son ordre du jour, elle fut immédiatement convoquée en session extraordinaire et siégea jusqu'au 2 octobre 1948.

A titre indicatif, suivent les questions traitées au cours de cette dernière session extraordinaire.

Au cours de la première séance:

1. Pour ratification, un projet d'ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget local exercice 1948, précédemment voté par la Commission permanente. L'Assemblée a entériné ce vote, à l'exception d'un chapitre pour lequel des explications précises sont demandées au Gouvernement.

2. Un projet de création d'un service social du Territoire demandé par le département. Le projet n'est pas retenu, "devant occasionner au Territoire dont le budget est presque déficitaire de lourdes dépenses; par ailleurs, il vaut mieux d'abord faire face aux dépenses plus urgentes et se contenter pour le moment des différentes branches de l'oeuvre sociale (comprises dans les attributions du nouveau service à créer) et qui fonctionnent déjà au Territoire dans des conditions assez satisfaisantes."

3. L'approbation, acquise à l'unanimité, d'un programme d'emploi de comptes de soutien et d'équipement des cultures et productions, présenté par le service de l'agriculture.

4. Un projet de décret et d'arrêté modifiant la réglementation des sociétés indigènes de prévoyance. Consultée pour avis, sur l'opportunité de ces modifications, l'Assemblée a adopté le projet sous les réserves suivantes:

- (a) inclusion dans le conseil d'administration des délégués à l'Assemblée représentative du Togo de la région et d'un commerçant;
- (b) Election du président de la SIP qui ne peut en aucun cas être le commandant de cercle;

(c) La compétence de la juridiction française pour les litiges entre la SIP et ses adhérents.

La deuxième séance, du 29 septembre, a été consacrée au vote du budget 1949.

Le 2 octobre, clôture de ses travaux, l'Assemblée a adopté, avec un certain nombre de modifications, un projet de loi soumis à son approbation fixant le statut des chefferies du Territoire. Elle a examiné au cours de la même séance un projet de réforme du statut du Fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, un projet de décret abrogeant le décret du 11 novembre 1926 et réglementant à nouveau le fonctionnement du service des douanes du Togo, enfin un projet de délibération complétant et modifiant les règles d'assiette des impôts sur les revenus.

Composition et aspects politiques

L'Assemblée actuelle est composée ainsi qu'il suit:

Membres de la première section: MM. R. Viale (Indépendant), le R.P. Riegert (Indépendant), P. Azémard (RPF), B. Tavera (RPF), Coco Hospice et Wilson, ces deux derniers togolais de statut français, médecins.

Membres de la deuxième section: MM. M. Agba (Chef à Yaoundé), Ata Quandessou, A. Bodjona, D. Faré, Fio Abgano II, Fio Lawson V, P. Freitas, S. Klu, G. Komotané, D. Mlapa, N. Nawanou, Sylvanus Olympio, T. Cudanou, D. Oureya, S. Passah, C. Placca, J. Savi de Tové, S. Tiém, R. Trénou, J. Tulassi, R. Walla, T. Yao, L. Zakary, G. Grunitzky.

Le bureau de l'Assemblée, formé lors de la session ordinaire du 31 mars au 30 avril 1948, est présidé par M. Sylvanus Olympio, élu par 27 voix sur 28 votants; les vices-présidents sont: MM. Ata-Quam, Viale et Faré.

Les différentes commissions de l'Assemblée sont: la Commission permanente, présidée par M. S. Olympio, MM. Viale, Hospice, Trénou et Placca, membres; la Commission du budget, présidée par M. S. Olympio,

MM. S. de Tové, Azémard, Hospice et Passah, membres; la Commission sociale, présidée par le R.P. Riegert, MM. Fio Agbano II, Trénou et Wilson, membres; la Commission des grands travaux, présidée par M. Grunitzky, MM. Zakary, Oureya et Placca, membres; la Commission administrative, présidée par M. Fio Lawson, V, MM. Viale, Freitas et Tiém, membres.

A ses débuts, l'Assemblée vit ses membres se former en deux groupes principaux, un groupe affilié au "Comité de l'unité togolaise" et un groupe affilié au "Parti togolais du progrès". Le premier comptait environ 14 membres au sein de l'Assemblée, et le second, 10 membres. Le "Comité de l'unité togolaise" avait été fondé en 1941 par le Gouverneur Montagné; son programme n'était pas politique. Il s'était reformé le 27 avril 1946 sous la présidence de M. Augustino de Souza; il comprenait notamment parmi ses membres MM. Sylvanus Olympio, Andreas Lawson, Jonathan Savi de Tové. En fin 1947 il comptait 18.000 adhérents répartis surtout dans les villes du Sud. Il possède un journal: Le Guide du Togo. Ses activités politiques sont centralisées essentiellement autour de l'unification "éhouée". Quant au Parti togolais du progrès, il comptait environ, en fin 1947, 9.500 adhérents, recrutés principalement dans le nord du territoire. Il possède également un périodique, Le Progrès, sa politique s'oppose à celle du "CTU". Son président est le docteur P. Olympio. Sur le plan social, les deux partis ont des programmes analogues.

Il ne semble pas que cette répartition des membres de l'Assemblée en deux groupes politiques qui s'opposent sur la question éhouée ait de répercussion sur la gestion par l'Assemblée des affaires locales. L'atmosphère des débats de l'Assemblée semble plutôt être apolitique.

En ce qui concerne les membres du premier collège qui comprend quatre Européens et deux Africains, leur affiliation à des groupes politiques ne se reflète pas sur les travaux de l'Assemblée.

Le seul membre de l'Assemblée locale qui soit, en même temps, représentant du Togo dans une assemblée de l'Union est M. Savi de Tové, représentant à l'Assemblée de l'Union française; il y fait partie du groupe des indépendants d'outre-mer.

4. LE CHEF DU TERRITOIRE

Le Commissaire de la République française au Togo a les mêmes pouvoirs que le Haut-Commissaire au Cameroun (cf. document TC/VM.1949/11).

5. SERVICES DU HAUT-COMMISSARIAT

(a) Cabinet: Le Commissaire est assisté d'un cabinet civil et d'un bureau militaire.

(b) Conseil privé: Depuis 1946, le conseil d'administration s'appelle, au Togo, conseil privé. Il se compose du Commissaire, président, du Secrétaire général, du Procureur de la République, de deux notables français (et un suppléant), et de deux notables africains (et un suppléant).

Le Commissaire prend l'avis du Conseil privé chaque fois qu'il le juge utile, ou lorsque sa consultation est expressément prévue par un texte réglementaire.

(c) Conseil de contentieux administratif du Togo: présidé par le Secrétaire général, il est composé de 5 fonctionnaires et magistrats.

(d) Services du Commissariat: le schéma suivant indique la structure de l'organisation générale du territoire.

Commissaire de
la République

Bureau militaire

Cabinet

Secrétaire
général

Administration générale

Bureaux techniques

Service du personnel
" des affaires poli-
tiques et administratives
Service des affaires
économiques
Service des finances
" du trésor
" des contributions
directes
Service des domaines
" de la police et de
la sûreté
Service de la gendarmerie

Service des travaux
publics
" des chemins
de fer et wharf
Service de l'agri-
culture
Service des eaux et
forêts
Service de l'élevage
Service des postes,
téléphones et télé-
graphes
Service de météorologie
" des transmis-
sions
" des douanes
" de santé
" de l'enseigne-
ment

Organisation
locale
Commandants de
cercle
Chef de sub-
divisions
Services
techniques

(e) Chef-lieu administratif

Le chef-lieu administratif est à Lomé.

(f) Cadres administratifs

A la fin de 1948, le personnel de l'administration du territoire atteignait un total de 4.677 personnes, se décomposant en 154 Européens, et 4.523 autochtones. Parmi ces derniers, 175 occupaient des emplois supérieurs.

Il existe un service civil commun pour Européens et Africains et le rapport annuel de 1948 déclare qu'en règle générale l'équivalence de titre ou de diplôme donne accès pour les Africains aux emplois supérieurs correspondants tenus par les Européens. Le renouvellement des cadres s'opère par la voie de concours.

6. ORGANISATION REGIONALE

Le territoire est divisé en 6 cercles dont 3 comprenant plusieurs subdivisions.

Population au 31 décembre 1948

Cercle de LOME		150.681
commune mixte de Lomé	30.264	
subdivision de Lomé	35.789	
subdivision de Tsévié	84.628	
Cercle d'ANECHO		184.335
Cercle du CENTRE		101.875
Cercle de KLOUTO		52.213
Cercle de SOKOLE		321.147
subdivision de Sokodé	74.845	
subdivision de Bassari	58.437	
subdivision de Lama-Kara	187.865	
Cercle de MANGO		161.573
subdivision de Mango	55.501	
subdivision de Dapango	100.072	
		<hr/>
		971.824

Chaque cercle et subdivision se trouve placé sous l'autorité d'un fonctionnaire du corps des administrateurs des colonies.

7. CHEFS

Le statut des chefs au Togo, datant de 1945, distingue:

- (a) les chefs de village;
- (b) les chefs de quartier (dans les centres urbains);
- (c) les chefs de canton.

Les chefs de village ou de quartier sont nommés par le commandant de cercle après consultation du conseil de village, ou du conseil de quartier.

Les chefs de canton sont nommés par le Commissaire de la République sur la proposition du commandant de cercle.

Les chefs de village et de quartier ont des attributions déterminées: maintien de l'ordre, protection des cultures, entretien de la voirie, pouvoirs de conciliation, recouvrement des impôts, etc. Ils sont rémunérés au moyen de remises sur le produit des impôts perçus.

Les chefs de canton exercent un contrôle permanent sur l'administration des chefs de village et de quartier et jouent le rôle d'intermédiaires entre eux et le chef de cercle ou de subdivision. Les chefs de canton sont rétribués par des "indemnités de fonction". Ils sont choisis de préférence parmi les descendants des anciennes familles désignés par la tradition pour exercer le commandement, parmi les notables lettrés, ayant servi la cause française ou les anciens fonctionnaires locaux. Les chefs de canton sont assistés de secrétaires.

La question du statut des chefs a fait l'objet de discussion au sein de l'Assemblée représentative en 1947. Plusieurs représentants insistèrent pour qu'on rétablît la dynastie traditionnelle des chefs.

Une réorganisation du statut des chefs a été mise à l'étude et est en ce moment, soumise aux assemblées métropolitaines. Le rapport annuel de 1948 déclare que ce projet, "tout en maintenant le principe juridique de l'institution des chefs coutumiers, détermine les méthodes par lesquelles les autorités locales pourront développer la réglementation en accord avec le génie propre des populations, suivant leur degré d'évolution".

8. CONSEILS AFRICAINS

Dans chaque village existe un conseil de village, composé suivant la coutume locale, dont la tâche est d'assister le chef de village.

Le conseil de canton assiste le chef de canton. Il est composé en principe des chefs de village du canton auxquels peuvent être adjoints, par décision du Commissaire de la République, certains notables ou dignitaires.

Il a été question de créer des conseils de circonscription, un pour chaque cercle. La question est encore à l'étude. En attendant, des conseils consultatifs non officiels assistent les chefs de divisions administratives, des chefs importants et des notables y donnent leur avis sur les questions intéressant l'administration du cercle.

9. ADMINISTRATION MUNICIPALE

Il existe une commune mixte, celle de IOME, créée en 1932. La commission municipale y est composée de l'administrateur-maire, quatre membres français et quatre membres africains. Ses attributions sont essentiellement l'examen et le vote du budget de la commune, l'étude des questions relatives aux ressources de la commune, les travaux publics, la voirie, les marchés, etc.

Deux essais furent faits, en 1935 et 1939 pour créer des communes indigènes à Anecho et à Palimé. Elles étaient administrées par une commission de notables nommés par le Commissaire. Ces créations ne donnèrent pas des résultats satisfaisants.

Il existe des communes de type commun où l'administration de l'agglomération est confondue avec celle de la division territoriale. Les chefs et les conseils y sont qualifiés chefs et conseils de quartier, et fonctionnent comme les chefs et conseils de village.

Un nouveau statut des communes du Togo est à l'étude; on tenterait d'y prévoir des organismes municipaux élus.

10. ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

A. En matière civile

(a) Lorsque toutes les parties en cause sont des Africains ne possédant pas le statut civil français, les affaires contentieuses sont d'abord portées en conciliation devant le chef de canton, de village, de quartier ou de famille. Ensuite, elles passent devant le tribunal du premier degré (un par subdivision, présidé par le chef de subdivision assisté de deux assesseurs

africains) et en appel (ou au premier degré dans certains cas) devant le tribunal du second degré (un par cercle, présidé par le chef de cercle, assisté de deux assesseurs africains). Au-dessus de ces juridictions, le tribunal colonial d'appel siégeant à Lomé connaît de tous les appels interjetés contre les décisions des tribunaux de premier et de second degré. Il existe une chambre d'annulation de la Cour d'appel de Dakar, qui est compétente pour contrôler l'application de la coutume, et joue un rôle comparable à la Cour de cassation.

(b) Lorsqu'une des parties possède le statut européen (ou assimilé) les affaires litigieuses relèvent de la compétence des juridictions de droit français, notamment le tribunal de première instance de Lomé, composé de trois magistrats de carrière.

B. En matière répressive

Depuis 1946, la justice répressive africaine n'existe plus. Les juridictions françaises connaissent seules en matière pénale de toutes les infractions commises par les Africains et les non-indigènes. De plus, le régime de l'indigénat était aboli.

Les juridictions répressives de droit français sont:

- les justices de paix à attributions correctionnelles limitées d'Anécho, Atakpamé et Sokodé;
- le tribunal correctionnel de Lomé;
- la cour d'assises;
- Les appels sont portés devant la cour d'appel de Dakar.